

Elections des Conseillers des Français de l'Étranger – 30 mai 2021

Liste associative reconnue par

le groupe des Non-Résidents Contribuables

ENSEMBLE

- Union des Françaises et
des Français de Belgique,
soutenue par la DROITE
et le CENTRE
LISTE n°2



1- Anthony BISCH



2- Geneviève MACHICOTE

Libres! force républicaine

Les CENTRISTES
le nouveau centre

les IR
Républicains

ppe
parti populaire européen

Mouvement
Conservateur

VIA
LA VOIE DU PEUPLE



3-Jean du Chaffaut



4-Stéphanie Heng



5-Cédric Virciglio



6-Anne-Catherine
Girard



7-Jérémie Eeckeman



8-Emilia Didier



9-Maël Kerbaul



10- Amel El
Guendouz



11-Frédéric Foucard



12-Anne-Daphné
Wibaux

« Chères Françaises, Chers Français ,

Aux côtés de Gérard Larcher, Président du Sénat, nous avons entamé cette campagne. Avec vous, nous avons développé des propositions concrètes qui répondent à vos attentes. Ensemble, c'est voter pour une liste qui défend les intérêts des Français de Belgique.

A vos côtés, ce sont 10 femmes et 11 hommes issus de la société civile dont trois présidents d'association. A votre image, ils sont frontaliers, chefs d'entreprise, fonctionnaires, retraités ou encore binationaux. Ils vivent les mêmes difficultés que vous. Ils ont souffert de la fermeture de la frontière, de hausses d'impôts injustifiées ou encore de l'absence de réponses à leurs demandes.

Sans respect, il ne peut y avoir de relation durable. Sans écoute, il ne peut y avoir de compréhension. Français de Belgique et Français à part entière.

Votez pour notre liste, c'est faire le choix du vote utile. C'est l'assurance que vos préoccupations seront relayées au Parlement européen, à l'Assemblée nationale et au Sénat.



Bien sincèrement
Anthony Bisch
ensemble2021.be

Nos soutiens politiques

Le Sénat



Président du Sénat
Gérard Larcher



Président du
groupe LR au Sénat
Bruno Retailleau

Président des LR



Député
Christian Jacob

Vice-Président du PPE



Président Nîmes
Métropole
Frank Proust

Les Présidents de Région



Laurent Wauquiez



Valérie Pécresse



Xavier Bertrand



Hervé Morin



Jean Rottner

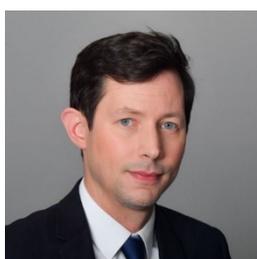
Les Députés européens



Anne Sander



Arnaud Danjean



François-Xavier
Bellamy



Agnès Evren



Nathalie
Colin-Oesterlé

Nos Sénateurs des Français de l'Étranger



Christophe-André
Frassa



Jacky
Deromedi



Ronan
Le Gleut



Joëlle
Garriaud Maylam



Damien
Regnard

COMPRENDRE ET AGIR

Pour une égalité des droits des deux côtés de la frontière

Cotisations en France, indemnités chômage payées par la France

Nous souhaitons que les indemnités chômeages soient payées par le pays de cotisation et non de résidence.

- Nous soutenons le projet de réglementation européenne sur la coordination européenne en matière d'indemnisation chômage.
- Pour cela nous pouvons nous appuyer sur le Parti populaire européen, premier groupe politique au Parlement européen.

Mise en place d'un simulateur d'impôts pour les contribuables non- résidents

Nous soutenons la création d'un simulateur intégré à la déclaration de revenus en ligne sur la base du travail effectué par le groupe des contribuables non-résidents.

Une fiscalité juste pour le télétravail des non-résidents transfrontaliers

La crise sanitaire a contraint des non-résidents au télétravail, méthode de travail appelée à se prolonger au-delà de la crise.

- Nous demandons:
- Le maintien de l'accord amiable et des dispositions transitoires au-delà de la période Covid-19 en cas de télétravail imposé par l'employeur
- La renégociation de la convention fiscale franco-belge pour permettre jusqu'à 50 jours de télétravail fiscalisés dans le pays où le non-résident transfrontalier travaille habituellement

Retraites et déductions fiscales

Nous militons pour une extension des déductions fiscales prévues par le Plan Epargne Retraite individuel aux salariés non résidents.

Relations avec l'administration

L'administration méconnaît souvent la situation des transfrontaliers, nous proposons:

- la création d'un service de médiation dédié aux transfrontaliers
- La possibilité d'effectuer des démarches administratives (fisc, sécurité sociale...) dans les administrations proches de la frontière en assurant une formation adéquate aux agents
- Renforcement des moyens humains de la DINR

La création d'un pass transfrontalier

- La fermeture de la frontière a été une catastrophe quotidienne pour les transfrontaliers.
- Nous travaillerons à la création d'une carte de transfrontalier pour faciliter le passage de la frontière avec les autorités régionales flamandes et wallonnes ainsi qu'avec celles des Hauts de France et du Grand Est

Un dialogue sur le statut des Transfrontaliers

- Être Transfrontalier, c'est faire face à la méconnaissance de sa situation par l'administration ou par son employeur. Nous souhaitons :
- Discuter de la création d'un statut de transfrontalier dans la convention fiscale franco-belge.

PROTEGER et SECURISER

Chaque Français de Belgique doit être aidé et protégé

Création d'un fond d'urgence

Nous soutenons la proposition du Sénateur Le Gleut de créer un fond immédiatement mobilisable en créant un quatrième programme au sein de la mission "Action extérieure de l'Etat".

Sécurité et terrorisme

Pour mieux protéger les Français de Belgique, nous demandons:

- le renforcement de la coopération au niveau des forces de police en France et en Belgique avec la mise en place de patrouilles mixtes dans la zone frontalière
- Une information précise en cas de risque terroriste avéré contre les Français

Lutte contre les violences physiques et morales faites aux femmes et aux enfants au sein de la famille

Alarmée par la hausse de cas de violence pendant le confinement, nous voulons:

- un meilleur accompagnement pris en charge des victimes par les consulats au travers d'une meilleure formation des personnels des postes diplomatiques et consulaires
- la création d'une commission d'aide permanente aux femmes et aux enfants victimes de violences familiales
- élargir aux Français de l'étranger le droit à l'allocation de soutien familial en raison du non-versement d'une pension alimentaire

Personnes en situation de handicap

Car chaque enfant et adulte en situation de handicap est un être humain à part entière.

Nous demandons :

- L'annulation du moratoire interdisant les orientations en Belgique
- le respect par la France de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, en particulier son article 18 sur le choix de la résidence et de la nationalité, pour exercer ses droits de citoyens donc son droit de vote.
- Un plan d'action ambitieux d'ouverture de structures pour offrir une solution durable en France et favoriser le transfert d'expertise depuis la Belgique
- Une prise en charge effective par les AESH dès la rentrée de septembre 2021
- La convocation par le Conseil consulaire d'états généraux avec les associations (AfreSH, autisme France...), les autorités belges et françaises compétentes

Protéger les Français de l'expulsion

Les accidents de la vie peuvent arriver à chacun de nous. La Belgique peut ordonner à la personne concernée de quitter son territoire car il est considéré comme une « charge déraisonnable ». Nous demandons:

- Un service d'assistants sociaux pour les Français de l'Étranger pour accompagner leur retour en France
- Une collaboration avec les assistants sociaux belges

ACCOMPAGNER et DEFENDRE

En tant qu'élus, notre premier rôle est d'agir positivement et efficacement dans votre vie quotidienne

Les étudiants français en Belgique: une situation alarmante

Les étudiants ont été durement touchés par la crise sanitaire et sont dans une situation de précarité. Pour les soutenir, nous proposons:

- Une pérennisation des moyens exceptionnels alloués aux Entraïdes et Bienfaisances, pour permettre d'aider les étudiants
- Une information claire pour les étudiants français en Belgique, pour savoir où déposer son dossier CROUS pour bénéficier des bourses ou comment introduire un dossier Erasmus + auprès d'un établissement belge
- un allègement des démarches administratives du droit de résidence en Belgique

Protection sociale pour les jeunes en Volontariat International en Entreprise

La Belgique est l'une des principales destinations des VIE. Pour rendre cette expérience encore plus attractive et renforcer le soutien pour les jeunes en fin de mission, nous proposons de:

- permettre aux VIE de cotiser aux régimes sociaux pour bénéficier des allocations chômage, et avoir accès au congé de maternité
- soutenir et continuer à faire vivre le réseau des VIE en Belgique en organisant des rencontres avec le Consulat ;
- aider à l'installation des jeunes en Belgique notamment dans leur recherche de logement ;

La défense des droits des retraités

Nous proposons:

- La taxation des retraites de source privée dans le pays de source (le taux d'imposition est plus faible en France) au travers d'une renégociation de la convention fiscale franco-belge
- La suppression à moyen terme du certificat de vie et son remplacement par un contrôle d'existence effectué par les autorités locales
- Le maintien de l'envoi par courrier des certificats de vie et la possibilité, et non l'obligation, d'utiliser la procédure dématérialisée
- La création d'un guichet unique pour le régime de retraite et les complémentaires pour faciliter les démarches administratives
- La mise en place d'une adresse email dédiée au traitement direct des réclamations des retraités, quel que soit le régime de retraite

ACCOMPAGNER et DEFENDRE

En tant qu'élus, notre premier rôle est d'agir positivement et efficacement dans votre vie quotidienne

Accueil au Consulat et à l'Ambassade

Une baisse des budgets a entraîné une diminution du personnel au Consulat et à l'Ambassade.

Nous demandons

- un renforcement du personnel pour répondre à la demande de RDV par téléphone et pour permettre l'accueil physique des personnes
- que le numérique reste une option et ne devienne pas une obligation

le maintien d'un service consulaire de proximité avec des permanences consulaires, y compris à Arlon, et la préservation de l'agence consulaire de Mouscron

Identification sur la Plateforme FranceConnect

Nos compatriotes rencontrent des difficultés pour s'identifier sur la plateforme numérique FranceConnect qui leur permet de renouveler leur inscription au registre des Français établis hors de France. Or ils ne disposent pas, dans leur grande majorité, de numéro fiscal ou de numéro de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), ni de numéro de téléphone portable français, comme l'exigent les moyens d'authentification à FranceConnect.

Nous demandons

- La possibilité pour chaque Français d'avoir accès à FranceConnect
- le développement d'une identité numérique de niveau élevée pour l'ensemble des Français dont les Français établis hors de France.

Délai de carence au retour en France

Suppression de la condition de cotisation de 15 ans en France pour bénéficier de la prise en charge des soins (avant 3 mois)

- Donner aux Français de l'étranger un même accès aux soins qu' en France
- Faciliter les remboursements et la prise en charge des soins à l'étranger
- Suppression du délai de carence de 6 mois lors du retour en France
- Donner aux Français de l'étranger un même accès aux soins qu' en France
- Faciliter les remboursements et la prise en charge des soins à l'étranger

Environnement

- Accompagnement des administrations et des lycées français pour un fonctionnement respectueux d'une démarche globale de développement durable dans leur mode de fonctionnement
- Zéro déchets
- Economie d'énergie, d'eau
- Consommation de produits de saison et locaux
- Circuits courts

REALISER et INNOVER

Soutenir les entreprises françaises et défendre les Contribuables Non-Résidents

Un refus de l'impôt sur la nationalité

- Nous nous engageons à combattre toute réforme fiscale qui viserait à imposer une fiscalité basée sur la nationalité française, à l'image du système américain

Une réforme de l'impôt très préjudiciable aux Français de l'Étranger

- Lors de la discussion du budget 2019, la majorité à l'Assemblée nationale et le Gouvernement ont adopté une réforme de l'impôt sur le revenu très préjudiciable, aboutissant à une augmentation des impôts de certains d'entre nous de 20 à 400%.
- A la suite des protestations du groupe des Contribuables Non-Résidents et de la Sénatrice Jacky Deromedi (LR), un moratoire d'un an a été voté. Un rapport a conclu à de nombreux effets de bord. La loi de finances pour 2021 a donc supprimé purement et simplement la réforme de 2019 pour revenir au régime antérieur.
- Toutefois, le Gouvernement et sa majorité ont maintenu l'augmentation du taux minimum de 20 à 30% pour les revenus patrimoniaux égaux ou supérieurs à 27 519 euros. Le Sénat a voté l'abrogation à plusieurs reprises, notamment le 19 mai 2019 lors de l'examen de la proposition de loi relative aux Français de l'étranger de M. Bruno Retailleau. Le Sénat a adopté de nouveau cette suppression dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.
- Mais le Gouvernement et les députés de la majorité ont rejeté ces amendements

Les Entrepreneurs Français de l'Étranger (EFE)

- Nombre d'entrepreneurs français, indépendants, autoentrepreneurs, commerçants et consultants, ont souffert de la crise sanitaire et ont vu leurs chiffres d'affaires s'effondrer. Célébrés comme les représentants de la marque France et des contributeurs aux exportations françaises, ils ont été délaissés.
- Nous militons pour:
- Un système de contre-garantie financière et la possibilité de crédits relais pour faciliter la vente de produits français aux EFE
- Des aides au recrutement de VIE
- La mise en place d'un fond de solidarité pour les entrepreneurs et leur famille
- la création d'un guichet unique pour Business France et les CCI pour uniformiser les informations sur les conditions d'établissement des entreprises (aides, subventions, vie locale, imposition, etc.).
- relancer le programme d'accompagnement des startups françaises innovantes French Tech.
- Favoriser l'entreprenariat féminin
- Faciliter la création d'entreprises hors de France, pour les accompagner dans les premiers mois de lancement, en particulier pour les femmes

Devoir de mémoire envers les générations précédentes

- Se remémorer, comprendre, entretenir et transmettre toute l'action, l'engagement et les sacrifices des générations précédentes pour la France.
- Coopération avec les Lycées français pour entretenir le devoir de mémoire et rappeler l'héroïsme de la Résistance
- Rétablissement d'un poste d'agent consulaire à temps plein en charge du devoir de mémoire

L'enseignement dans les lycées français ouvert à tous

Un accès facilité aux lycées français

Les parents doivent pouvoir choisir le type d'enseignement qu'ils jugent le plus adapté à leurs enfants. Si des parents font le choix de l'enseignement au sein d'une école francophone ou néerlandophone en Belgique, ils doivent aussi avoir le droit d'inscrire leurs enfants aux lycées français d'Anvers ou de Bruxelles. Ce droit doit être effectif pour chaque famille quelle que soit sa situation financière, en particulier pour les familles nombreuses et monoparentales.

Des Lycées français financés par l'AEFE et NON à l'accroissement constant des frais de scolarité

Les coupes budgétaires sévères depuis **2017** ont conduit à un accroissement constant des frais de scolarité pour couvrir la diminution du financement de l'opérateur public AEFE par **un accroissement constant des frais de scolarité** et une **diminution du nombre de postes** de fonctionnaires détachés.

Egalité d'accès aux lycées français

Nous sommes favorables à toute action visant à la gratuité du lycée français tel qu'initié par le Président Nicolas Sarkozy. Néanmoins la situation financière actuelle ne nous permet pas d'envisager cet objectif à moyen terme.

Nombre de familles n'ont pas ou plus la capacité financière d'inscrire leurs enfants aux lycées français en raison de son coût élevé et en constante augmentation. Pour compenser cette situation, nous demandons un accroissement du montant des bourses et un élargissement du nombre de bénéficiaires.

- **Moratoire sur l'augmentation des frais de scolarité aux lycées français**
- **Augmentation substantielle du budget des bourses (programme 151)**
- **Refonte du barème et des modes d'attribution des bourses en excluant du calcul la résidence familiale conservée en France et en corrigeant la réforme socialiste de 2013 qui a négativement impacté les familles monoparentales et les couples séparés**
- **Un abattement significatif pour les familles nombreuses avec une baisse d'au moins 25 %, des frais de scolarité dès le 2ème enfant, et de 50% à partir du 3è et au-delà**
- **Facilitation de la mensualisation pour le paiement des frais de scolarité**

Soutien au personnel enseignant et administratif des lycées français

- **Mise en place d'un rectorat pour les Français de l'étranger pour faciliter le recrutement d'enseignants titulaires de l'Education Nationale**
- **Extension de la durée limite du détachement à 9 ans**
- **Meilleure valorisation professionnelle en terme de carrière pour les enseignants titulaires**
- **Création d'un véritable droit à la carrière pour les contractuels de droit local au travers d'une revalorisation des rémunérations et un accès plus juste aux droits sociaux.**
- **Renforcement des possibilités de titularisation sur leur poste actuel**

L'accompagnement des élèves à besoins spécifiques, l'enseignement à distance

Accompagnement des élèves en difficultés scolaires

- Nous souhaitons le développement d'une école inclusive où chaque enfant, y compris ceux souffrant d'un problème de santé ou ayant un handicap, puisse trouver sa place et apprendre à son rythme. Nous voulons
- Renforcement de la détection et de l'accompagnement des enfants à fort potentiel, avec des troubles de l'apprentissage et/ou des dys
- Formation des enseignants pour détecter de manière précoce les enfants à fort potentiel, avec des troubles de l'apprentissage et/ou des dys
- Mise en place d'un réseau de logopèdes et thérapeutes pour permettre aux parents de choisir l'option qui leur semble la meilleure
- Faciliter l'accès aux bourses AEF pour les enfants à besoins éducatifs particuliers (EBEP) pour la prise en charge des frais médicaux ou thérapeutiques

Mise en place d'une école inclusive ouverte aux enfants en situation de handicap

Prise en charge de l'accompagnement des enfants en situation de handicap
Facilitation et renforcement de l'accès aux bourses AEF pour les familles d'enfants en situation de handicap quand les frais médicaux et thérapeutiques sont trop élevés.

Une reconnaissance des diplômes

Face à une procédure longue et coûteuse, nous souhaitons que la France signe un accord pour simplifier les procédures de reconnaissance des diplômes.

Enseignement à distance

Diminution des frais de scolarité du CNED pour les parents qui font le choix de l'enseignement à distance.
Création de bourses pour les élèves n'ayant pas accès à un établissement français sur la base des critères d'attribution géographiques et non économiques

Enseignement du Français en Flandre

Nos compatriotes en Flandre souhaitent maintenir la transmission du Français dans leur famille et contribuer ainsi au rayonnement de la France.

Nous demandons :

- Une augmentation des subventions allouées au réseau FLAM en particulier pour l'ouverture de nouvelles classes pour soutenir la pratique du Français comme langue maternelle



1 – Anthony BISCH, Woluwe-Saint-Pierre

Conseiller juridique au service de l'Union européenne, **Vice-Président** de l'association des Français des institutions européennes (**AFFCE**), délégué LR Belgique, **Administrateur** de l'Association des Alumni du Collège d'Europe et de l'Association pour la promotion de l'Alsace, ancien administrateur d'une Association de Parents d'Elèves, membre du Souvenir Français et de l'UFE Belgique

2 – Geneviève MACHICOTE, Auderghem

Cheffe d'entreprise dans le domaine fiscal, **Présidente** de l'Association **Un Nouveau Regard**, membre de l'UFE Belgique, de Femmes d'Europe, de l'Accueil des Français de Bruxelles, des Gascons de Belgique, Chantier de l'Education, participe à la Marche des mères, à Paroles de Femmes Bruxelles, créatrice du groupe pour la fabrication des surblouses **#EnsembleAvecNosSoignants**



3 – Jean du CHAFFAUT, Ixelles

Collaborateur parlementaire de François-Xavier Bellamy, député européen, **ancien VIE** et membre de l'Association Internationale des VIE, des Anciens de Science Po Grenoble, ancien chef scout, intervenant extérieur dans le Master Europe de Sciences Po Grenoble

4 – Stéphanie HENG, Uccle

Déléguée consulaire, politologue franco-belge et **spécialiste des questions de Défense Européenne et de lutte contre le Terrorisme**, Administratrice de l'Association pour la promotion de l'Alsace, membre du Rotary Club, Alumna Collège d'Europe, Solvay Business School et IEP de Strasbourg, Très impliquée dans le respect de l'égalité hommes-femmes : à l'initiative de propositions de loi en Belgique pour **aider les victimes de violences sexuelles**



5 – Cédric VIRCIGLIO, Woluwe-Saint-Pierre

Représentant d'intérêt du premier port français auprès de l'UE, **Ancien Directeur du bureau Alsace Europe, Administrateur du Cercle des Délégués Permanents Français**, Membre de l'APA et des **Anciens de Science Po Strasbourg**, intervenant extérieur à l'IEP Strasbourg

6 – Anne-Catherine GIRARD, Bruxelles

Cheffe d'entreprise et créatrice dans le secteur de la **Haute Couture**, engagée sur les questions **d'agriculture biologique** et respectueuse de l'environnement



7 – Jérémie ECKEMAN, Mouscron

Chef d'entreprise dans le domaine de l'informatique, Transfrontalier, Binational franco-belge, membre reconnu du groupe des Non-Résidents Contribuables

8 – Emilia DIDIER, Ixelles

Fonctionnaire française, Représentante de l'IHEDN auprès des institutions européennes, **modératrice pour le groupe des Non-Résidents Contribuables**, mère de deux enfants scolarisés au **Lycée français Jean Monnet de Bruxelles**



9 – Maël KERBAUL, Woluwe-Saint-Lambert

Consultant en gestion du risque, délégué VIA Français de l'étranger, Trésorier de l'Observatoire de la finance chrétienne, membre de **l'Union des Bretons de Belgique**



10 – Amel EL GUENDOZ, Saint-Gilles

Fonctionnaire française, statisticienne à l'INSEE, navetteuse, **modératrice pour le groupe des Non-Résidents Contribuables**



11 – Frédéric FOUCARD, Ixelles

Chef d'entreprise, conseil en Ressources Humaines depuis 35 ans, Coach en insertion sur le marché du travail pour les Jeunes Diplômés et les Seniors, **membre fondateur et administrateur** de l'Union des Français de l'Etranger en Belgique (**UFE-Belgique**), membre de la Chambre de Commerce et d'Industries France-Belgique (**CCI**), de l'Association Française des Juristes d'entreprise, Alumni de Paris II Pantheon/Assas



12 – Anne-Daphné WIBAUX, Woluwe-Saint-Lambert

Binationale franco-belge, Médecin anesthésiste algologue dans le milieu hospitalier bruxellois, ancienne Vice-Présidente du Royal Cercle Médical Saint Luc, membre de l'Ordre de Sainte Bibiane pour la Promotion des Femmes dans le folklore universitaire et **alumni UCLouvain**



13 – Arnaud BAZELAIRE, Courtrai/Kortrijk

Professeur de l'Education nationale, Transfrontalier, Représentant de la société civile au forum de l'**Eurométropole** Lille/ Kortrijk/ Tournai en charge des questions de Mobilité transfrontalière, Administrateur des Amitiés franco-belge du Courtraisis



14 – Christine WIRTZ, Gand/Gent Lochristi

Conseillère en aide aux investissements et aux subventions pour les entreprises en Belgique, membre de l'Association pour la Promotion de l'Alsace





15 – Pierre ORTIZ, Uccle

Capitaine de frégate (h), Administrateur pensionné de la Commission européenne, **Président de l'Association des Officiers Français** de Belgique, Président du pôle Bruxelles de l'Union **IHEDN** (AR 15), délégué Belgique de l' Association Soutien à l'Armée Française (**ASAF**), membre du Souvenir Français, de l'association des Français des Institutions Européennes (AFFCE) et de l'Association Internationale des anciens de l'Union européenne (AIACE Belgique)

16 – Véronique PASCAL, Tervuren

Responsable à l'association Nativitas de l'accueil, du restaurant social et de l'aide alimentaire aux personnes sans-abris et en grande précarité, participe au championnat de hockey sur gazon



17 – Jacques THERON, Tournai

Kinésithérapeute spécialisé en magnéthérapie, binational franco-belge, **Président de la FNACA**, membre de l'Union des Sociétés Militaires Françaises de Belgique, membre de l'Union des kinésithérapeutes de Belgique (**UKB**) et du Souvenir français, Administrateur de l'association environnementale de la défense du bois d'Allain, membre d'Imosphinx et du mouvement dynastique

18 – Astrid, Yacinta, Maria WORUM, Ixelles

Cheffe d'unité au Parlement européen, membre de l'Accueil français de Bruxelles, de l'association **des anciens de Science Po Paris**, de l'association des parents d'élèves de l'école européenne d'Uccle



19 – Charles-Henry TOURNAIRE, Schaerbeek

Chef d'entreprise, conseil en **patrimoine et fiscalité**, **Trésorier** de l'Union des Français de l'Etranger (**UFE Belgique**), Alumni de l'ESCP Europe

20 – Sylvie THERON, Tournai

Juriste, Binationale franco-belge, **Vice-Présidente d'une association belge pour le bien-être animal**, membre du conseil consultatif du bien être-animal de Schaerbeek et de Koekelberg, Membre du mouvement dynastique belge



21 – Christian GIRODO, Tubize

Retraité, **ancien chargé de mission près de l'Ambassade et du Consulat Général de France à Bruxelles**, en charge inter alia de la Mémoire combattante, de l'Emploi et de la reconnaissance des Diplômes, membre du Souvenir Français